



MANIFESTE FRANCOPHONE POUR LA RÉDUCTION DES RISQUES

– Décembre 2024

Pour des politiques humanistes, pragmatiques, cohérentes et inclusives face aux addictions.

Préambule

Réunis à Dakar du 16 au 18 décembre 2024, les membres du réseau ADDIRIS demandent une transformation des politiques publiques en matière d'addictions, fondée sur les droits humains, la dignité, la santé et la sécurité publique.

ADDIRIS rassemble six pays francophones (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, France, Canada (Québec), Sénégal, Suisse) engagés à promouvoir la réduction des risques comme réponse pragmatique et humaine aux défis des addictions. Ce projet s'inspire de l'expertise de terrain, des avancées scientifiques, et de la richesse des échanges interculturels.

Nous avons fait le choix d'unir nos forces au sein de la francophonie pour créer un espace d'apprentissage mutuel. Les expériences échangées lors de cette Académie, à l'image des débats ouverts et inclusifs que nous promovons, démontrent que la coopération est la clé pour élaborer des politiques cohérentes, adaptées et durables.

Constats

Les politiques des drogues actuelles, centrées sur la répression et la prohibition, ont échoué à protéger les personnes et à réduire les dommages sociaux liés aux addictions. Elles ont engendré :

- **Des violations des droits humains**, y compris le droit à la vie, à la santé, à la sécurité et à la dignité.
- **Une répression qui marginalise** les personnes consommatrices, souvent confrontées à la stigmatisation et à des traitements dégradants (ajouter chiffres).



- **Des marchés criminels dominants**, augmentant les risques pour la santé et sapant la sécurité publique.
- **Une absence de régulation cohérente**, laissant les États désarmés face aux nouvelles substances et à leurs impacts sociaux.
- **Une absence de reconnaissance et d'investissement** dans des pratiques innovantes, adaptées aux nouvelles substances et réalités



Engagements

Inspirés par les valeurs de la réduction des risques, nous appelons à :

1. **Ancrer la réduction des risques dans les politiques publiques**, en mettant au cœur des actions sociales les principes de dignité, de droits humains, de sécurité et de liberté.
2. **Dépénaliser la consommation et décriminaliser les actes liés à l'usage personnel**, pour mettre fin à des pratiques punitives incohérentes avec les objectifs de santé publique.
3. **Réguler les substances psychoactives**, en reprenant des mains des mafias le contrôle des marchés pour assurer la sécurité et la santé des citoyens et citoyennes, et en intégrant les apprentissages issus d'expériences réussies ailleurs.
4. **Développer des services intégrés et accessibles**, combinant prévention, traitement, réduction des risques et accompagnement social, en impliquant les personnes concernées à tous les niveaux, pour répondre aux besoins complexes des populations concernées.
5. **Allouer des ressources suffisantes et pérennes**, en réinvestissant les recettes des marchés régulés dans la santé, la prévention et l'éducation.
6. **Renforcer la coopération internationale et les échanges d'expériences**, en mettant en avant les bonnes pratiques et en soutenant les organisations de la société civile, associations d'autosupport, militants, professionnels et décideurs politiques qui travaillent pour ces changements.
7. **Adopter une approche fondée sur les preuves**, en évaluant systématiquement les politiques et en ajustant les stratégies pour maximiser leur impact positif.
8. **Développer une vision globale et cohérente** des politiques en matière d'addictions, en intégrant les dimensions de santé et de sécurité publique, de solidarité sociale et d'information aux citoyennes et citoyens.

Conclusion



Cet appel de Dakar marque une étape décisive dans la coopération francophone. Ensemble, nous portons la vision d'un avenir où les politiques des addictions sont humanistes, fondées sur la science et guidées par les droits humains. La francophonie peut et doit être un modèle de transformation, en alliant pragmatisme, solidarité et innovation. L'Académie addiction d'ADDIRIS à Dakar est ainsi un premier exemple de coopération et d'échange de pratiques entre pays du Nord et du Sud.

Fait à Dakar, le 18 décembre 2024.